



**La Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés(CNDHL) tenait sa 24<sup>è</sup> session ordinaire le 8 mai 2018 au Palais des Congrès de Yaoundé.**

Son Président, le Dr. Chemuta Divine Banda n'a pas été tendre envers des autorités qu'il accuse de contribuer à la violation des droits humains et des lois nationales.

« En tant que défenseur des droits de l'homme, il est difficile pour une Institution Nationale des Droits de l'homme d'œuvrer dans une situation de crise comme celle que traverse le Cameroun en ce moment où certaines autorités et certains autres individus donnent des instructions diaboliques à la population, créant et promouvant ainsi un climat de peur et d'insécurité généralisées. Des instructions demandant aux populations de fuir leurs domiciles pour des environnements plus sûrs et ceux relatifs aux villes mortes ainsi qu'à la fermeture des écoles sont en effet diaboliques ». Ces propos du Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés à l'ouverture de sa 24<sup>è</sup> Session ordinaire montre que la situation est on ne peut plus préoccupante dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun.

Dans son discours le Dr. Chemuta Divine Banda a relevé que « certaines autorités prennent également des mesures qui constituent des violations des lois nationales, en entravant notamment le droit à l'accès à l'information, en limitant les mouvements et en ne respectant pas les droits des suspects ».

En outre « Ils se montrent aussi incapables d'assurer de manière adéquate la protection de la vie et des biens des citoyens innocents et patriotes » ajoute le président de la CNDHL.

Dans cette crise sécuritaire, l'on déplore le décès des civils et des membres des forces armées ainsi que les déplacements massifs et sans précédent de la population dont des milliers sont devenus des réfugiés à l'étranger. C'est donc pour cette raison, qu'en tant que défenseur des droits humains, la Commission se prononce contre la violence et la guerre et pour la promotion du dialogue pacifique.

« La cupidité est à la racine des fléaux sociaux. Le Dialogue pacifique est nécessaire à la quête objective de voies et moyens de limiter l'accumulation excessive de richesses par un petit nombre et promouvoir l'intérêt de tous les citoyens » a déclaré le Dr. Chemuta Divine Banda

Mais aussi de s'appesantir sur la mise en œuvre des résolutions et recommandations de la 23<sup>e</sup> session ordinaire, l'adoption des rapports annuels de l'année 2017, l'élection des présidents et rapporteurs des Groupes de travail et l'examen des Rapports administratifs ainsi que la réforme du matériel roulant et du mobilier.